

Les prostituées ne sont pas libres

■ Progressistes et organisations de défense des droits de l'homme se sont emparés du débat sur la dépénalisation de la prostitution. Rappelons-leur que la pratique n'est pas librement consentie.

SOPHIE HEINE

Politologue
à Egmont – Institut
royal des relations
internationales.

Les débats tout récents au sein d'Amnesty International (lors de son conseil international, à Dublin) sur la prostitution ont suscité l'ire de personnalités et organisations traditionnellement proches des combats, principes et valeurs de cette grande organisation de défense des droits humains. Le texte final adopté lors du dernier congrès de l'association devrait (sauf amendements de dernière minute) demander une dépénalisation complète du phénomène, touchant les prostituées, les clients et les organisations impliquées. Plus largement, ce positionnement semble refléter une évolution du rapport des progressistes à la thématique prostitutionnelle.

En effet, on a vu ces dernières années croître les rangs des partisans d'une forme ou l'autre de dépénalisation, au service des intérêts des prostituées elles-mêmes (1). Le postulat étant qu'un cadre légal est indispensable pour protéger les "travailleuses du sexe", cadre qui passerait forcément par la reconnaissance et donc la légalisation de cette activité.

Réalités contradictoires

Si de tels arguments ne sont pas dénués de bonnes intentions, ils reposent, pour la plupart, sur l'absence de remise en cause des catégories symboliques permettant de justifier la prostitution, autant que sur une définition on ne peut plus formelle et superficielle de la liberté. On voudrait ici au contraire avancer quelques éléments visant à montrer la contradiction quasi inhérente entre prostitution et liberté, en tout cas si ce principe est entendu comme la capacité effective à définir et à mettre en œuvre ses propres conceptions de la vie bonne.

Il est crucial de l'affirmer haut et fort : une prostituée n'est pas une femme libre. Pourquoi une prostituée n'est-elle pas libre ? Tout d'abord, parce que le "choix" de vendre ses services sexuels pour vivre est on ne peut plus relatif. Peut-être a-t-elle hésité entre diverses "professions", toutes plus précaires et dégradantes les unes que les autres ? Cela ne fait pas pour autant de son "choix" un acte effectivement libre. Quand le cadre et les ressources matérielles sont aussi limités qu'ils le sont pour le groupe social dont émanent la plupart des prostituées, il est mensonger de parler de liberté, comme le font tant de thuriféraires de ce bel idéal.

Dégâts physiques et psychologiques

La liberté de la prostituée est également contredite par l'impact physique et psychologique nuisible qu'elle subit par la pratique de cette activité. Même quand elle se trouve dans la position privilégiée de choisir ce "métier" plutôt que d'autres qui ne seraient pas, eux, de la pure exploitation – c'est sans doute le cas de certaines escortes qui

sont devenues célèbres par leurs témoignages comme Dr Brooke Magnanti, alias "Belle de jour" –, la prostituée vit dans sa chair et dans son âme les dégâts terribles et durables engendrés par la pratique répétée de cette activité. Plusieurs études soulignent ainsi son impact extrêmement délétère sur la capacité à nouer des relations saines et équilibrées, l'estime de soi, le rapport à l'argent, la capacité à se projeter dans l'avenir, etc. Ces conséquences psychologiques s'additionnent aux risques de santé et de séquelles physiques encourus par les prostituées – MST, viols, violences physiques... Une telle atteinte à l'équilibre physique et psychique est radicalement incompatible avec la liberté. Pour être libre, il faut disposer d'un corps et d'un esprit relativement sains.

**Qui se sent objet
plutôt que sujet
ne peut
se penser libre
d'élaborer
et de mettre
en œuvre
ses propres fins.**

Femmes objets

Si la prostituée n'est pas libre, c'est aussi parce qu'elle n'a pas choisi ni d'être saisie ni de se concevoir elle-même comme un objet plutôt que comme un sujet. Certes, le fait de vendre ses services, de pouvoir dire "non" aux clients qui la rebutent, de fixer le niveau de rémunération de son travail – en tout cas quand c'est elle et non pas un proxénète qui le fait – peut lui donner l'apparence d'un sujet. Cette illusion est fortement amplifiée par la visibilité donnée par les médias à celles et ceux qui aspirent à représenter les "travailleuses du sexe" et par les relais politiques dont ils peuvent jouir. Mais il s'agit bel et bien d'une illusion.

Si la prostituée n'a pas choisi d'être un objet, c'est parce que la tendance à réifier les femmes et donc à autoriser les phénomènes de chosification extrême tels que la prostitution, à la fois l'imprègne et la dépasse : il s'agit d'une tendance générale de nos sociétés à laquelle il est extrêmement ardu – pour ne pas dire impossible – d'échapper. Cette perception des femmes comme des objets ne concerne d'ailleurs pas que la sexualité : les attentes d'empathie, de maternité sacrificielle et de douceur ou encore la soumission à des critères esthétiques contraignants et spécifiques constituent des variantes d'une vision encore avant tout "fonctionnelle" ou instrumentale des femmes. Autrement dit : ces dernières continuent à être perçues et à s'appréhender avant tout comme les objets, les instruments et les choses des désirs, besoins et fins d'autrui.

Abolir au lieu d'encadrer

La prostituée vit de façon extrême cette chosification plus ou moins subreptice de toutes les femmes. Or, qui se sent objet plutôt que sujet ne peut

se penser libre d'élaborer et de mettre en œuvre ses propres fins. Et ce, alors que se projeter comme un individu libre est l'une des conditions indispensables à l'engagement collectif que requiert la réduction des dominations. Ici, le problème n'est pas moral mais politique – au sens large. Le plus dérangentant n'est pas, dans une optique kantienne, que l'on puisse utiliser autrui uniquement comme un instrument au service de ses besoins propres – comme le font les proxénètes ou

les clients de prostituées – mais surtout que cet usage et les catégories et normes sociales qu'il renforce empêche les premières concernées de se mobiliser pour la liberté effective – la leur, évidemment, mais aussi celle d'autres victimes de domination.

Par conséquent, la seule position véritablement cohérente avec un principe de liberté défini de façon

exigeante est celle d'une abolition de la prostitution. Néanmoins, une simple pénalisation des clients n'aurait que peu de sens si elle n'était pas accompagnée d'un combat plus vaste contre la réification généralisée des femmes, bien au-delà de la sphère strictement sexuelle.

→ *Les divisions des féministes sur un sujet aussi fondamental contredisent la thèse de l'homogénéité relative du "genre féministe". Voir notamment à ce sujet "La loi du genre" par Drieu Godefridi (Belles Lettres, 2015).*

→ *Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction.*